

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, *Échevin-e* ;
Christian Grétry, Vanessa Rigodanzo, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.09.20

#Objet : Modification du statut pécuniaire du personnel communal – Articles 16 à 20 – Services accomplis dans le secteur privé : Abrogation du délai d’attente de 2 ans et de la limite de 6 ans pour la prise en compte de l’ancienneté - Services à titre indépendant.#

Séance publique

Rémunérations

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 17 avril 1997, références 17.04.97/A/023, portant « nouveau statut pécuniaire du personnel communal », délibération pouvant sortir ses effets suivant lettre du 16 septembre 1997, références 002-17/9283mav, du service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Revu sa délibération du 23 juin 2005, références 23.06.2005/A/002, portant « statut pécuniaire du personnel communal », modification – services accomplis dans le secteur privé ;

Vu la proposition du comité de direction du 19 février 2020 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 10 mars 2020 ;

Vu l'Arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique ;

Vu la circulaire n°592 du 3 décembre 2008 relative à l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique ;

Vu l'avis de l'UCM ;

Considérant qu'il est de moins en moins admis et praticable, lors de recrutements, de ne pas prendre en compte l'expérience professionnelle acquise dans le secteur privé et indépendant alors que toute l'ancienneté acquise dans le secteur public est intégrée dans le calcul des rémunérations des nouveaux engagés ;

Vu la décision du Comité Particulier de Négociation;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De modifier sa délibération du 17 avril 1997 portant Charte Sociale – Nouveau statut pécuniaire du personnel communal de la façon suivante :

Article 16

Comme services prestés dans le secteur public, il y a lieu de comprendre tous les services prestés par l'agent à

quelque titre que ce soit, comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ou partielles :

- dans les services de l'Union européenne ou de la Confédération suisse ;
- dans les services de l'Etat fédéral, des Communautés, des Régions, de la Commission communautaire commune, la commission communautaire française, la commission communautaire flamande ou d'autres services publics ;
- dans les administrations locales ;
- ~~dans les services d'Afrique ;~~
- dans les établissements d'enseignement des communautés, dans les établissements d'enseignement subventionnés par une subvention-traitement, dans les offices d'orientation scolaire et professionnelle ou les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés par une subvention-traitement ;
- dans les universités de droit public et libres quelle que soit leur source de financement ;
- dans un service public comparable à l'un de ceux énumérés ci-dessus, dans un état de l'Union européenne ou de la Confédération suisse.

Néanmoins, les pensions résultant des services accomplis dans un autre état membre restent à charge de l'Etat d'origine.

Les services rendus dans des services publics n'appartenant pas à un état de l'Union européenne sont assimilés à des services du « privé ».

Une attestation ou une pièce justificative probante de l'employeur du « public » avec dates d'occupation, coefficient de temps de travail et fonction exercée devra être rentrée auprès du service des Rémunérations.

Article 17

~~Les années de services utiles exigées comme condition d'admission ne sont en aucun cas prises en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, vu que leur impact se trouve dans le calcul du traitement pour cet emploi.~~

Article 18

Les services admissibles se comptent par mois calendrier; ceux qui ne couvrent pas le mois entier sont négligés.

B) Services accomplis dans le secteur privé ou comme indépendant à titre principal

Article 19

Les services prestés au sein du secteur privé ou comme indépendant à titre principal sont valorisés dans leur entièreté dans l'ancienneté pécuniaire.

- Les services admissibles se comptent par mois calendrier; ceux qui ne couvrent pas le mois entier sont négligés.
- Seuls les services dans le privé ou comme indépendant à titre principal ayant une utilité directe et incontestable pour la fonction exercée dans notre Administration sont pris en considération.
- Une attestation ou une pièce justificative probante de l'employeur du privé avec dates d'occupation, coefficient de temps de travail et qualification de la fonction devra être rentrée auprès du service des Rémunérations de l'Administration.
- Pour les indépendants, une attestation d'affiliation émanant d'une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (dates d'activité, à titre principal ou accessoire, preuve de paiement des cotisations de sécurité sociale) et un extrait de la Banque Carrefour des Entreprises (type d'activité) devront être rentrés auprès du service des Rémunérations de l'Administration.
- Pour les avocats, les médecins, les architectes,... une attestation de l'ordre professionnel auquel appartient l'intéressé pourra être exigée.
- La demande de valorisation de l'expérience professionnelle acquise dans le secteur privé ou en qualité d'indépendant à titre principal doit être introduite dans les 3 premiers mois de l'entrée en service.

Article 20

L'article 19 est ~~uniquement~~ d'application pour les membres du personnel suivants à l'exclusion du personnel enseignant:

- agents contractuels ~~comptant une ancienneté au sein de notre Administration d'au moins 2 ans,~~
- agents stagiaires en vue d'une nomination définitive,
- agents définitifs,

qui ont été recrutés ~~directement dans le nouveau système organique de la Charte Sociale, c'est-à-dire,~~ à partir du ~~1^{er} janvier 1995-1^{er} mars 2020.~~

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 septembre 2020

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijs, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Eloïse Defosset, <i>Schepen</i> ; Christian Grétry, Vanessa Rigodanzo, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 24.09.20

#Onderwerp : Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel – Artikels 16 tot 20 – Diensten verricht in de privésector : Afschaffing van de wachttijd van twee jaar en van de limiet van zes jaar voor het in aanmerking nemen van de anciënniteit – Diensten als zelfstandige.#

Openbare zitting

Bezoldigingen

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging van 17 april 1997, refert 17.04.97/A/023, houdende « nieuw geldelijk statuut van het gemeente personeel », beraadslaging die zijn uitwerking mag hebben volgens brief van 16 september 1997, refert 002-97/9283mav, van de voogdijdienst van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Herzien zijn beraadslaging van 23 juni 2005, refert 23.06.2005/A/002, houdende geldelijk statuut van het gemeente personeel – wijzigingen – diensten verricht in de privésector;

Gezien het voorstel van de Raad van bestuur van 19 februari 2020 ;

Gezien het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 maart 2020;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het openbaar ambt;

Gezien de omzendbrief nummer 592 van 3 december 2008 betreffende de geldelijke anciënniteit van de personeelsleden van het administratief openbaar ambt;

Gezien het advies van de UCM;

Gezien dat het steeds minder wordt geaccepteerd en werkbaar om bij de aanwerving geen rekening te houden met de beroepservaring in de privésector, terwijl bij de berekening van de beloning van nieuwe werknemers rekening wordt gehouden met alle anciënniteit in publieke sector;

Gezien de akkoordovereenkomst van het onderhandelingscomité;

Op voorstel van het Schepencollege ;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST:

Zijn beraadslaging van 17 april 1997 houdende Sociaal Handvest – Nieuwe geldelijk statuut van het gemeentepersoneel als volgt te wijzigen :

Artikel 16

Als diensten verricht in de openbare sector dienen beschouwd te worden alle door de ambtenaar gepresteerde

diensten in om het even welke hoedanigheid, als titularis van een bezoldigd ambt met volledige of deeltijdse prestaties in:

- de diensten van de Europese Unie of van de Zwitserse Bondsstaat;
- de diensten van de federale Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of andere openbare diensten;
- de plaatselijke besturen;
- ~~de Afrikadiensten;~~
- de onderwijsinstellingen van de gemeenschappen, de door een weddetoelage gesubsidieerde onderwijsinstellingen, de diensten voor onderwijs- of beroepsoriëntatie of de vrije door een weddetoelage gesubsidieerde psycho-medische en sociale centre;
- de publiekrechtelijke en vrije universiteiten ongeacht de oorsprong van hun financiën;
- een overheidsdienst die vergelijkbaar is met één van die welke hierboven zijn opgesomd van een staat van de Europese Unie, als onderdaan van één van de Lid-Staten of van de Zwitserse Bondstaat.

Niettegenstaande, blijven de pensioengerechtigde dienstjaren afhankelijk van andere lidstaten ten laste van deze staten.

De diensten verricht in de openbare sectoren buiten de Europese Unie worden met diensten verricht in de privé sector gelijkgesteld.

Een attest of een overtuigend stavingstuk van de "openbare" werkgever, met vermelding van de data van effectieve dienst, werktijd coëfficiënt en uitgeoefende functie dient bij de dienst bezoldigingen van ons bestuur te worden overgemaakt.

Artikel 17

~~De nuttige dienstjaren die als aanwervingsvoorwaarden gelden worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, daar deze dienstjaren reeds verrekend zijn in de wedde die aan de betrekking in kwestie verbonden is.~~

Artikel 18

De in aanmerking komende dienstjaren worden berekend per kalendermaand; de diensten die geen volle maand bestrijken, worden niet meegeteld.

B) Diensten verricht in de privé-sector of als zelfstandige (hoofdzakelijk)

Artikel 19

De dienstjaren, verricht in de privé-sector of als zelfstandige (hoofdzakelijk), worden volledig als geldelijke anciënniteit gevaloriseerd.

- De in aanmerking komende dienstjaren worden berekend per kalendermaand; de diensten die geen volle maand bestrijken, worden niet meegeteld.
- Enkel de diensten in de privé-sector of als zelfstandige (hoofdzakelijk) die rechtsreeks en op onbetwistbare wijze nuttig zijn voor de beklede betrekking binnen ons bestuur kunnen worden weerhouden;
- Een attest of een overtuigend stavingstuk van de "privé" werkgever, met vermelding van de data van effectieve dienst, werktijd coëfficiënt en kwalificatie van de functie dient bij de dienst bezoldigingen van ons bestuur overgemaakt te worden.
- Voor zelfstandigen, dienen een bewijs van aansluiting van een sociaal verzekeringskas (datum van bezigheid, hoofdzakelijk of gelijktijdig, betalingsbewijs voor socialezekerheidsbijdragen) en een uittreksel van de Kruispuntbank van ondernemingen (soort activiteit) bij de dienst bezoldigingen van ons Bestuur overgemaakt te worden.
- Voor advocaten, geneesheren, architecten..., kan een attest van de beroepsorde waartoe de betrokkene

behoorde vereist worden.

- De aanvraag om professionele ervaring uit de privé-sector of als zelfstandige te laten valoriseren, moet binnen de drie maanden na de indiensttreding gedaan worden.

Artikel 20

Het artikel 19 is ~~enkel~~ van toepassing voor de volgende personeelsleden met uitzondering van het onderwijzend personeel:

- contractuele personeelsleden ~~die een anciënniteit van ten minste 2 jaar binnen ons Bestuur tellen,~~
- beambten in stage in aanloop van vaste benoeming,
- vastbenoemde beambten,

~~die onmiddellijk in het nieuw organiek stelsel van het Sociaal Handvest worden aangeworven, d.w.z. vanaf 1 januari 1995-1 maart 2020.~~

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 september 2020

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

